

“Un grand parti centriste va émerger”

■ Louis Michel pense que le CDH finira par être digéré dans un grand mouvement libéral.

Entretien
Frédéric Chardon

Le MR tient son congrès de rentrée ce dimanche, au domaine du Bois des Rêves, à Ottignies. Des rêves, l'ancien président libéral Louis Michel en a encore au moins un: celui de terminer un travail entamé en 2004, lorsque les libéraux avaient tenté de rallier à eux un grand nombre d'élus de l'ex-PSC. Gérard Deprez avait lancé le mouvement en débarquant (avec le MCC) chez les réformateurs à la fin 1998.

Louis Michel, aujourd'hui député européen, voit dans la faiblesse du CDH dans les sondages une opportunité pour mettre définitivement en place un grand parti centriste rivalisant avec le PS. Il revient également sur le virage avorté du MR vers le régionalisme et sur le dossier Caterpillar.

D'abord, une indiscretion. En bureau de parti, avant cet été, vous avez surpris tout le monde en disant qu'il fallait tenir compte du fait régional dans le travail actuel de modernisation de la doctrine libérale. Vous vous êtes donc converti au régionalisme wallon ? Quel chieur... (rires). Il est de plus en plus difficile pour un politique de laisser aller son imagination. On interprète tout de suite sa pensée. Ça n'était pas iconoclaste de parler du fait régional. Il a pris plus de place. Nous avons longtemps défendu la primauté d'une véritable alliance institutionnelle entre la Wallonie et Bruxelles. A l'époque, avec Jean Gol, on a défendu l'idée d'un parlement francophone et d'un gouvernement francophone. Mais cette idée est aujourd'hui dépassée par les lois et les changements institutionnels. Le PS n'en a pas voulu, le CDH n'en a pas voulu. On ne peut pas revenir en arrière. En bureau de parti, j'ai simplement dit qu'il ne fallait plus nier la progression du fait régional.

Faut-il aller plus loin dans l'autonomie régionale, dès lors ?

Nous devons faire vivre les nouvelles compétences de manière cohérente. Le moment n'est pas venu de se lancer dans une réforme qui touche aux fondements de ce qui existe actuellement. Mais le fait régional ne va pas s'amoinrir.

Faut-il, par exemple, transférer l'enseignement aux Régions ?

Non, je n'y suis pas favorable. C'est une vision réductrice. On peut imaginer un

rôle plus grand pour les Régions en matière d'enseignement professionnel qui vit déjà sur un plan sous-régional. Mais, bref, votre première question est significative du nouveau rapport entre politiques et médias où on isole une phrase... Je pense aux déclarations d'Olivier Chastel dans le dossier Caterpillar: il soutient les travailleurs et cela a tout de suite provoqué des réactions étonnées de certains prêtres idéologiques...

Il n'est pas allé à l'encontre du libéralisme en disant qu'il faut exproprier Caterpillar ?

Certainement pas. Désolé, hein. Où est est-on allé chercher que le libéralisme n'est qu'un projet économique capitaliste vulgaire? C'est le contraire.

Dans la doctrine libérale, il y a surtout le respect de la propriété privée...

Mais où Chastel a-t-il dit le contraire? Il a dit qu'il fallait tout faire pour garder l'outil dans le respect des règles du droit. Chastel n'a rien dit de "révolutionnaire" au sens historique du terme.

Il a été rejoint par le PTB. Tout de même....

Je ne vais pas prendre le PTB comme référence. D'ailleurs, si j'étais à la place de mes amis du PS, je dénoncerais plus régulièrement le fait banal et évident que M. Hedebouw est l'héritier du communisme totalitaire le plus sordide qui a sévi en URSS ou en Chine. M. Hedebouw se donne un vernis d'honorabilité idéologique alors qu'il est l'héritier de ce courant de pensée. C'est son droit. Dans un pays communiste, il ne pourrait pas s'exprimer comme cela... Les idées qu'il véhicule sont mortifères pour les libertés, pour l'emploi, le bien-être des travailleurs et la sécurité sociale. Heureusement, il a peu de chance de faire vivre son projet politique.

La nouvelle édition de notre baromètre politique place pourtant le PTB en troisième place en Wallonie, à près de 15%.

Le MR ne doit pas être trop inquiet. Ce ne sont pas nos électeurs qui sont concernés par ces résultats...

Le CDH à Bruxelles est à 6,5%. Ça vous satisfait, vous qui aviez mis le PSC dans l'opposition en 1999 ?

Je ne m'en réjouis pas, mais je constate que l'électorat traditionnel du CDH est plus tenté par le projet du MR que par le sien. Le CDH a des difficultés à incarner un projet. La chute du CDH va aider à une clarification plus grande du jeu politique. Le CDH, comme le PSC avant, a toujours occupé une position peu représentative, mais l'a utilisée de manière très utilitaire et s'est accolé de manière métabolique au PS. Je ne suis pas opposé aux accords avec le PS mais le CDH le fait avec une telle faiblesse que ses électeurs ne s'y trompent pas: ils ne retrouvent plus leur spécificité. Et certainement pas à Bruxelles.

Vous pensez que le CDH va disparaître à terme ?

On va aller naturellement vers une re-composition du paysage politique, vers un grand parti centriste avec ou autour du MR. A l'époque, j'ai un peu travaillé

“Le CDH, comme le PSC avant, s’est accolé au PS de manière métabolique. Il l’a fait avec une telle faiblesse que ses électeurs ne s’y trompent pas : ils ne retrouvent plus leur spécificité.”

là-dessus... Je n’ai pas de visée monopolistique, mais il y a de la place pour cela. Ce grand parti centriste est une nécessité. Il doit y avoir un grand mouvement populaire non-socialiste. Il faut une offre politique alternative au PS. On verra avec le résultat de la réflexion doctrinale au sein du MR que notre projet politique colle exactement à cette offre alternative au PS. Ce qui a sauvé le PS, contre ses propres intérêts à terme, c’est qu’il a pu instrumentaliser le CDH pour isoler le MR, pour empêcher de se réunir tous ceux qui veulent une économie de marché à visage humain et un Etat qui régleme et force le monde économique à être loyal, tous ceux qui veulent donner un sens à l’économie. Le seul parti qui incarne ça, c’est le MR. Il n’y en a pas d’autre. Dans toute l’histoire du pays, les libéraux ont toujours défendu les libertés individuelles et collectives en même temps que l’économie de marché.

Faut-il rééditer l’opération au cours de laquelle les libéraux avaient débauché une série de personnalités politiques de l’ex-PSC ?

D’aucuns, au PSC, ont utilisé le terme. Mais, moi, je n’ai jamais essayé de “débaucher”. J’ai essayé d’insuffler la création d’un mouvement alternatif au PS en Wallonie. Il y ait eu des gens au PSC qui ont été attirés chez nous, oui. Ces personnes sont très heureuses au MR et, par exemple en ce qui concerne le MCC de Gérard Deprez, elles ont conservé leurs spécificités. Je regrette que pour des raisons de type “pouvoiriste”, on n’ait pas pu mettre sur pied ce grand mouvement centriste qui aurait changé radicalement Bruxelles, la Wallonie, la Communauté française. Un tel mouvement aurait rééquilibré politiquement et économiquement la dynamique wallonne.

“L’urgence , c’est le vote des expatriés aux régionales”

L’enfant terrible du MR, Georges-Louis Bouchez, a jeté une petite bombe en appelant, au nom du MR, à l’abandon de l’obligation de vote. Le sondage trimestriel de “La Libre” a montré qu’un Belge sur deux est d’accord. Et vous ?

Mon point de vue n’a pas changé. Je suis prêt à en débattre en interne. Mais je mettrai l’accent sur le fait qu’on ne peut pas simplifier un débat pareil. Je reconnais avoir toujours un attachement culturel et philosophique au fait que des gens se sont battus et parfois sont morts pour arracher le suffrage universel. Ça se respecte, je crois. J’adore Georges-Louis Bouchez, c’est moi qui l’ai découvert. Je fonde de très grands espoirs sur lui, il est profond. J’en ai débattu avec lui et je comprends pourquoi certains libéraux préfèrent avoir un droit qu’une obligation. Mais il faut qu’un certain pourcentage de gens participe au vote pour donner de la légitimité aux mandataires politiques.

L’impact électoral de l’abandon du vote obligatoire placerait le MR en pole position partout. Cela bouleverserait les rapports de force et précipiterait peut-être la création du grand mouvement populaire dont

vous parlez.

Oui. Mais alors, avant de faire cela, il me semble beaucoup plus urgent, essentiel et juste de permettre aux Belges vivant à l’étranger de voter à toutes les élections. Ils rapportent des devises à la Belgique, la représentent et ne lui coûtent rien.

C’est un appel du pied au PS pour qu’il vote le projet de loi spéciale du gouvernement

fédéral destiné à étendre le vote des expatriés aux régionales ?

Oui. Mais j’ai vu les propositions du PS. Les socialistes, pour se donner bonne conscience, veulent faire une circonscription unique à la française où il y aurait des élus représentants les Belges de l’étranger. Cela n’a pas de sens. Il est beaucoup plus juste que les Belges de l’étranger gardent un lien avec leur circonscription d’origine.

Les Belges de l’étranger votent très nettement en faveur du MR et d’Ecolo. Est-ce que cela influence votre conviction ?

Sincèrement, je n’ai jamais pensé à ça. C’est peut-être vrai mais je ne vois pas pourquoi on leur interdirait alors de voter. Cela voudrait dire : puisqu’ils votent de telle façon, il ne faut surtout pas leur

permettre de voter...

Tiens, les élections locales approchent. Est-ce que vous vous présenterez à Jodoigne ?

Je ne m’interdis plus rien à mon âge... Mais rien n’est décidé. Même si c’est le mandat de bourgmestre qui m’a apporté le plus de satisfaction dans ma carrière.

Certains évoquent votre arrivée à Bruxelles en vue des communales, pour renforcer le MR. Juste ?

Ah ça, non. J’ai toujours refusé, même si la tentation a existé dans le parti de m’y envoyer. Je ne l’ai pas fait au moment où cela aurait été le plus productif politiquement, alors je ne vais le faire maintenant.

“Des gens se sont battus et parfois sont morts pour arracher le suffrage universel. Ça se respecte.”